

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

L'aide ne crée pas le réfugié

Rony Brauman

2007

Alternatives Internationales, n°36, septembre 2007.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

L'aide ne crée pas le réfugié

Rony Brauman

Située à l'est du Tchad, la province du Ouaddaï est atteinte par les répercussions du conflit du Darfour et abrite 250 000 réfugiés soudanais depuis 2004. Mais elle est aussi le théâtre d'une rébellion armée contre le pouvoir du président Déby. Plusieurs dizaines de milliers de Tchadiens ont fui la zone frontalière au cours de l'année 2006, leur nombre atteignant 120 à 150 000 personnes depuis le début de cette année. Elles sont regroupées dans des camps, souvent à proximité des réfugiés soudanais.

Ces personnes déplacées, exilées dans leur propre pays pour cause d'insécurité, sont l'objet depuis le printemps de cette année d'une vaste opération d'aide internationale. En effet, dans cette région aride, des villages ont vu leur population multipliée par cinq, voire par dix, et il est probable que sans l'aide internationale massive qui s'y est déployée, on aurait assisté à une catastrophe. Grâce à cet effort, la malnutrition n'y est pas plus élevée que dans le reste du Tchad et l'état de santé général, mesuré par le taux de mortalité, y est comparable après avoir connu une nette dégradation, ce qui n'est certes pas un idéal mais un équilibre acceptable.

La saison des pluies, particulièrement forte cette année, a pesé lourdement sur la marche des secours, compliquant les transports dans une région dépourvue de routes. Elle se terminera en octobre prochain, allégeant aussi et surtout le sort de familles installées parfois dans des zones inondables sous des abris précaires améliorés par les bâches de l'aide internationale. A entendre certains responsables du dispositif international, la fin de cette période climatique difficile devrait être le début du rapatriement des personnes déplacées dans leurs villages d'origine et l'aide internationale devrait être réorientée vers cet objectif. Selon eux, l'apaisement des affrontements armés internes permet en effet d'envisager le retour. Il est indéniable que cette concentration de population dans une région aux ressources rares représente une source de tensions préoccupante et qu'il est malsain de la maintenir durablement sous la perfusion d'une aide déclenchée pour parer à l'urgence. Partant de ce problème bien réel, certains, notamment des bailleurs de fonds européens, finissent par imputer à l'assistance elle-même l'existence des camps de personnes déplacées, ou du moins d'une proportion importante de ceux-ci. Autrement dit, ce ne serait pas la crise politique qui aurait déclenché l'assistance mais l'assistance qui, dans une large mesure, aurait créé la crise en fournissant des vivres, de l'eau potable, des soins médicaux qui seraient autant de facteurs d'attraction. Ce que l'on appelle, dans le jargon de l'aide internationale, le *pull factor*.

Il serait absurde d'en réfuter l'existence. Mais c'est exagérer considérablement le rôle de l'aide que d'en faire un facteur déterminant de mouvement de populations. L'expérience des vingt-cinq dernières années, au cours desquelles d'importantes opérations de secours à des populations déplacées ont eu lieu, montre qu'une fois les causes du déplacement disparues, les populations quittent les camps où, malgré les bienfaits délivrés par la communauté internationale, il ne fait pas si bon vivre. L'assistance et la passivité ne sont pas plus des idéaux ou des aspirations au Sud qu'au Nord. Et c'est aussi pourquoi il est illusoire d'imaginer que le déploiement de l'aide sur les lieux d'origine des populations déplacées jouera dans le sens de leur retour. Non seulement parce que cette ingénierie sociale relève du fantasme mais aussi parce qu'il est impossible de remonter le cours de l'événement pour revenir au *statu quo ante*. Certains reviendront chez eux, d'autres resteront dans la région d'accueil, d'autres encore s'installeront ailleurs, quels que soient les projets formés pour eux par les organismes d'assistance. Il n'y a pas grand risque à parier que ce sera le cas aussi bien au Tchad qu'au Darfour, lorsque les hostilités auront pris fin. C'est en

accompagnant la volonté des gens concernés, et non pas en s'y substituant, que l'aide jouera pleinement son rôle.